DIAL 2893

MEXIQUE - Un pays, deux présidents

Laura Carlsen

mercredi 1er novembre 2006, mis en ligne par Dial

Les élections présidentielles marquent souvent la fin d'une période de mobilisation intense. Au Mexique, les élections du dimanche 2 juillet 2006 n'ont constitué en rien une fin, mais au contraire le début d'un processus de contestation des résultats, qui s'est achevé, partiellement au moins, par la résolution du Tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la fédération le 5 septembre. Ce dernier a déclaré valide l'élection du 2 juillet et rejeté la demande d'annulation de l'élection pour fraudes et irrégularités présentée par la Coalition pour le bien de tous et son candidat présidentiel, Andrés Manuel López Obrador. Le Tribunal a déclaré président élu le candidat du Parti action nationale (PAN), Felipe Calderón Hinojosa. Là encore, ce qui pouvait sembler marquer la fin d'une étape en dessine au contraire une nouvelle. C'est cette nouvelle phase que décrit Laura Carlsen, directrice du Programme des Amériques de l'International Relations Center (IRC), basé à Mexico. Article publié sur le site du Programme des Amériques de l'IRC le 22 septembre 2006.

Le 16 septembre plus d'un million de personnes ont voté à main levée en faveur d'Andrés Manuel López Obrador, ex-candidat à la présidence de la coalition de centre gauche, pour le reconnaître comme « président légitime » du Mexique.

Les délégués à la Convention nationale démocratique (CND), réunis sur le *Zócalo* [1] de la ville de Mexico, choisirent le 20 novembre comme date à laquelle leur candidat prendra ses fonctions de président du Mexique, - dix jours avant la prise de fonction du président-élu officiellement entériné, Felipe Calderón.

Cet acte de résistance civile a inauguré une nouvelle étape dans le conflit post-électoral, qui s'est transformé en une vaste lutte pour l'avenir du pays.

Dans la transition du Mexique vers une véritable démocratie, la CND constitue un événement sans précédent. Indépendamment du résultat, la Convention constitue un moment de complexe redéfinition dans l'histoire du développement politique du pays.

Le groupe conservateur qui appuie la présidence de Felipe Calderón - candidat reconnu gagnant par les institutions électorales et soutenu par les groupes médiatiques, les grandes entreprises et la majeure partie de la presse des Etats-Unis - a présenté la Convention comme le recours désespéré d'un perdant pour obtenir le pouvoir qui lui a été refusé par le scrutin.

Néanmoins les délégués, qui ont dû rester des heures debout sous la pluie battante pour voter le jour de l'Indépendance, ne le voient pas ainsi. Ils croient que « leur » président mérite le poste non seulement pour avoir gagné lors d'élections volées par la fraude, mais aussi parce qu'il représente leurs intérêts. Le candidat du « d'abord les pauvres », López Obrador, a gagné la confiance et a canalisé les espérances de millions de Mexicains. Les pauvres forment la colonne vertébrale d'un mouvement qui a évolué rapidement d'une protestation électorale à un rejet populaire de la continuité.

Après plusieurs mois de démarches légales et de mobilisations populaires contre la fraude électorale, la

Convention représente un tournant politique dans le mouvement. Non pas tant par l'installation d'un gouvernement parallèle que par la prise en compte de la demande sociale de réforme institutionnelle. Dans le contexte des nombreuses irrégularités et de la manipulation des résultats qui ont caractérisé les élections présidentielles mexicaines, la distinction initiale entre l'exigence d'un décompte juste des votes et la revendication de demandes sociales s'est transformée en un large mouvement en faveur de profondes réformes de l'état.

De la lutte contre la fraude aux réformes fondamentales

Ce serait une très grave erreur de définir l'actuel conflit post-électoral comme une bataille entre la légalité et un groupe qui ne sait pas perdre. S'il est bien certain que la crise qu'affronte aujourd'hui le Mexique a surgi du manque de crédibilité d'une bataille présidentielle très disputée, le refus des institutions d'assainir le processus électoral a conduit à un questionnement plus large sur les structures du pouvoir d'état.

La validation de la victoire de Felipe Calderón par le Tribunal électoral le 5 septembre n'a pas servi à restaurer la confiance publique dans le processus pour trois raisons : un comptage suspect, le manque de transparence et l'absolue conviction de la population que le gouvernement proclamé ne les représente pas.

Le problème du comptage est évident – au point où on en est, personne ne peut dire avec autorité qui a gagné les élections présidentielles au Mexique. Le système officiel de résultats préliminaires (PREP) a montré d'évidentes failles, comme la manipulation de la présentation publique des résultats et l'élimination de plus de trois millions de votes. Le comptage des procès verbaux dans un contexte de suspicion croissante de la partialité de l'Institut Fédéral Électoral (IFE) a aussi laissé planer beaucoup de doutes. Finalement la décision du Tribunal Électoral (TRIFE) de faire un recomptage à la main de 9% seulement des bureaux de vote, et ensuite de valider les élections présentant encore des "irrégularités" et des violations reconnues, a entaché irrémédiablement le processus et sa propre crédibilité auprès du peuple.

Dans ce contexte, lorsque le Tribunal déclara Calderón président élu du Mexique avec un demi point de pourcentage de plus sur López Obrador, ce fut une décision de convenance plus qu'une sentence juridique. Les juges ont reconnu beaucoup d'erreurs de calcul et de violation des lois électorales, néanmoins ils ont conclu – sans preuves à l'appui – que cela n'avait pas modifié le résultat. Ils ont refusé un grand nombre de contestations pour fautes de procédure, bien que la loi leur donne le pouvoir tenter de réparer ces fautes, avant de rejeter les demandes.

En l'absence d'un recomptage vote par vote, la décision du tribunal n'a rien éclairci. Les preuves des différences numériques entre procès verbaux et bulletins, les bulletins ajoutés ou soustraits, les procès verbaux modifiés ou contradictoires, ont assombri ces premières élections conduites par le Parti action nationale (PAN).

Désormais il va être très difficile de connaître avec certitude la volonté politique des 41 millions de votants, exprimée le 2 juillet. Les autorités électorales ont rejeté les demandes individuelles et institutionnelles d'accès aux matériaux électoraux. De même, l'information publiée par le TRIFE comporte des lacunes et n'a pas été présentée sous une forme claire et accessible. Admettre le recomptage de seulement 9% des bureaux de vote et en annuler d'autres sans informer clairement pourquoi et où, a soulevé encore plus de questions autour du processus.

Une élection n'est pas un exercice technique mais un rituel civique qui sert à rénover et légitimer le pouvoir. Quand au lieu de faire cela, on fait le contraire, comme cela vient de se passer au Mexique, on manque le but. Le résultat d'élections démocratiques ne peut pas être déclaré par décret, avec ou sans sanction légale. Cela s'est fait ainsi – au Mexique en 1998, en Floride en 2000 – mais cela ne veut pas dire que ce soit correct. La transparence est une condition requise pour les élections dans une société démocratique, non seulement pour assurer les électeurs que leurs votes ont été comptabilisés, mais aussi pour créer la confiance publique dans le résultat du scrutin.

Les pauvres ne sont pas représentés

La grande majorité des pauvres – le noyau de 15 millions de personnes qui ont voté pour López Obrador – ne croient pas que Calderón les écoutera et encore moins qu'il représentera leurs intérêts.

Le plus grand obstacle à la transition vers la démocratie a été le présidentialisme. Une fois élu, Vicente Fox, comme l'ont fait tous les présidents du PRI, a utilisé les pouvoirs présidentiels pour imposer des mesures impopulaires par des décrets exécutifs. Au lieu de limiter ces pouvoirs, Fox en a usé pour consolider des réformes néolibérales. Rien n'indique que Calderón changera ce style anti-démocratique de gouvernement.

Un autre problème est que le système politique mexicain dispose de peu de mécanismes pour rendre des comptes aux électeurs.

Dans ce système on a besoin de pouvoir pour exercer le pouvoir. La majorité des millions de personnes qui ont voté une seconde fois pour López Obrador le 16 septembre n'ont d'autre « piston » que leurs deux pieds. Ils croient que le PAN est le parti des riches et des puissants. Le gouvernement de résistance est le pari qu'ils font pour avoir une voix dans un système politique qui les a exclus systématiquement.

La démocratie, réduite à la représentation électorale, a toujours été une forme précaire de « gouvernement par le peuple », parce que le peuple finit très souvent très loin de ses représentants. Et quand la légitimité électorale du système représentatif est mise en doute, le système passe de la faiblesse à la farce. Le système mexicain tombe évidemment maintenant dans cette catégorie.

La réforme institutionnelle, avec sa proposition d'un nouveau pacte social, a constitué une plate-forme dans la campagne de López Obrador. Le plan de résistance civile approuvé à la Convention propose des manifestations à chaque apparition publique du président "bâtard", mais il incorpore aussi des campagnes contre la privatisation du pétrole et de l'électricité et pour la défense de l'éducation publique. Le programme adopté par le gouvernement parallèle inclue le combat contre la pauvreté et les inégalités, pour la défense des ressources naturelles, le droit à l'information, l'abolition des privilèges d'une petite minorité et pour la réforme des institutions nationales.

La Constitution mexicaine garantit le droit du peuple à exercer sa souveraineté au-delà des institutions gouvernementales. L'article 39 de la Constitution stipule que changer la forme du gouvernement non seulement est un droit mais une obligation si les institutions n'œuvrent pas dans l'intérêt public. Le gouvernement de la résistance proclame que les institutions nationales ont été manipulées à travers de formes pseudo-légales et illégales qui bénéficient à une petite minorité du pays. Les pauvres ont été exclus. Et maintenant ils réclament leur place.

La crise mexicaine dans le monde

La crise politique mexicaine touche de près – littéralement – les États-Unis. Non seulement le conflit se situe à sa frontière sud, mais encore il affecte ses intérêts dans les domaines fondamentaux du commerce, de l'immigration et de la sécurité.

Le Mexique a constitué le laboratoire pour la stratégie états-unienne de conclusion de traités de libre-échange fondés sur l'accès ouvert aux marchés, et sur des conditions favorables pour l'investissement étranger et la protection de la propriété intellectuelle. L'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) négocié dans les années 90 a obligé le Mexique à entrer en compétition avec le pays le plus riche et le puissant du monde, avec comme résultat la perte de millions d'emplois dans l'industrie nationale et la petite agriculture.

Au lieu d'analyser l'impact négatif de l'ALENA, le gouvernement des États-Unis veut continuer sur cette voie. Il refuse la renégociation du chapitre sur l'agriculture de l'ALENA qui propose la libéralisation complète du maïs et du haricot en 2008. Calderón appuie la libéralisation malgré les études qui pronostiquent un impact négatif pour plus de trois millions de petits agriculteurs.

López Obrador a dit à plusieurs reprises qu'il n'accepterait pas cette clause et c'est un point de ses discours qui est toujours largement applaudi. En même temps qu'il appuie l'ALENA et l'ouverture des marchés, il a développé aussi des politiques économiques qui revendiquent le rôle de l'État dans la création d'emplois, la protection de marchés intérieurs stratégiques et la redistribution des revenus, éliminant les privilèges fiscaux des riches et assurant un niveau de vie digne pour les populations les plus vulnérables, et notamment les personnes âgées, les mères célibataires, les handicapés et les petits agriculteurs.

Son plan est loin d'être radical, mais même ainsi, il a été critiqué par les puissants intérêts commerciaux, nationaux et internationaux qu'il pourrait menacer. L'administration Bush préfère ne pas avoir un autre exemple de rébellion contre l'orthodoxie néolibérale à une époque où une grande partie de l'Amérique Latine cherche d'autres chemins.

Après que Calderón a été reconnu officiellement comme le président élu, des analystes conservateurs ont placé rapidement le Mexique dans le camp des pays fidèles au modèle d'intégration économique promu par les États-Unis. S'étant de nouveau assuré le Mexique comme allié économique et politique inconditionnel, l'« Axe du Pacifique » – Mexique, Amérique centrale, Colombie, Pérou et Chili – paraissait bien ancré du côté nord.

Mais étant donné les profondes divisions sociales et le mécontentement populaire, les élections mexicaines ne peuvent plus être interprétées comme signe de la ratification de politiques neolibérales dans l'hémisphère. Le débat sur le modèle économique s'est approfondi tout au long de la période électorale et le mécontentement se fait chaque fois plus patent.

La crise politique complique aussi l'agenda de Bush dans les domaines de l'antiterrorisme, de l'immigration et du narcotrafic, même s'il est probable que dans ses termes essentiels la coopération se poursuivra sans changements majeurs.

Même si Calderón réussissait à consolider son pouvoir dans les mois qui viennent – scénario qui paraît peu probable – un large mouvement pour une réforme de l'État et des institutions s'est fait une place sur la scène politique et y maintiendra. Qu'il prenne la forme d'un gouvernement parallèle, d'un mouvement social de base, d'une opposition de parti ou d'une quelconque combinaison, ce qui est sûr, c'est que le mouvement affaiblira la nouvelle présidence et renforcera les espoirs d'arriver à une transition démocratique ouverte et authentique.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2893.
– Traduction : Bernard & Jacqueline Blanchy pour Dial.
– Source (espagnol) : Programa de las Américas del International Relations Center, 22 septembre 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Chaque ville mexicaine a son *zócalo*, autour duquel se trouvent les bâtiments importants de l'administration municipale et l'église ou la cathédrale.